

Vote religieux,
un tabou français

Du même auteur

Un animal pour les gouverner tous, Arkhê éditions, 2021.

Lucas Jakubowicz

Vote religieux, un tabou français

L'ÉDITIONS DE
OBSERVATOIRE

ISBN : 979-10-329-3599-6

Dépôt légal : 2026, février

© Éditions de l'Observatoire/Terre Neuve Éditeurs, 2026
170 *bis*, boulevard du Montparnasse, 75014 Paris

Introduction

Lorsque j'ai choisi d'écrire sur le vote religieux en France, plusieurs proches m'ont mis en garde : le sujet est périlleux et hautement inflammable.

De nombreuses personnes n'ont guère envie de voir sortir un livre qui montre à quel point elles utilisent le fait religieux pour partir à la pêche aux voix. Le lien entre un certain mouvement politique et une certaine religion me vaudra beaucoup d'attaques. Tout cela est prévisible, je serai probablement qualifié de « facho », d'« islamophobe », de « militant d'extrême droite », de « menteur ». C'est un risque à prendre, le jeu en vaut la chandelle.

Si utiliser la religion comme arme de séduction massive est assumé dans les pays anglo-saxons, ce n'est pas le cas en France. Le sujet est tabou. Notre République est soumise, sur le papier, à plusieurs figures imposées. Lors d'un scrutin, les candidats doivent condamner le communautarisme, parler du peuple français un et indivisible, jurer avec des trémolos dans la voix qu'ils cherchent avant tout à défendre la laïcité ainsi que le vivre-ensemble.

Pourtant, les citoyens peuvent légitimement s'interroger. Entre la présidentielle de 2017 et celle de 2022, Jean-Luc Mélenchon est passé de 37 % à 69 % chez

les électeurs de confession musulmane. Est-ce le simple fruit du hasard ou est-ce lié à une stratégie mûrement réfléchie ? Lors de la campagne des européennes de 2024, les Insoumis ont fait de la situation à Gaza leur principale thématique de campagne. Est-ce simplement par humanisme ?

Bon nombre d'articles de presse et de reportages évoquent une droitisation progressive des électeurs se définissant comme juifs. Si ce phénomène est avéré, est-ce lié à l'origine religieuse et culturelle ? Depuis plusieurs années, le RN aime à répéter qu'il est leur bouclier. Est-ce par simple dégoût de l'antisémitisme ?

Lors des manifestations contre le mariage pour tous au début du mandat Hollande, des centaines de milliers de catholiques ont battu le pavé. Ces derniers ont-ils joué un rôle primordial dans le jeu électoral ? Par ailleurs, les catholiques sont-ils sensibles aux candidats qui s'adressent spécifiquement à eux ?

Bien des questions se posent et, en les enchaînant, un signal faible commence à émerger : la religion semble influencer le vote. Encore faut-il le prouver !

Sur le papier, la tâche est rude puisque la France interdit les statistiques ethniques et religieuses en se basant sur l'article 1 de notre Constitution, stipulant que nous vivons dans « une République indivisible, laïque, démocratique et sociale » qui « assure l'égalité devant la loi de tous les citoyens sans distinction d'origine, de race ou de religion ».

Qu'à cela ne tienne ! Il existe de multiples moyens de prouver l'existence d'un vote religieux. Il suffit d'examiner les propos, souvent publics, de nos dirigeants politiques, de leurs militants, d'intellectuels proches de leurs idées. En y regardant de plus près, la question de la religion est souvent importante dans la rhétorique. Il ne fait donc guère de doute que les questions

religieuses et identitaires sont des cartes maîtresses pour engranger des voix.

Et la tactique marche ! C'est sûrement le principal enseignement de cet ouvrage. La pratique, l'origine ou l'héritage religieux jouent un rôle central dans le choix électoral d'une manière équivalente, voire plus importante que des variables comme l'âge, le genre, le niveau d'études, de revenus ou encore le lieu de résidence. Cette assertion n'est pas nouvelle, puisqu'elle a notamment été pointée par André Siegfried, le père de la science politique moderne. En 1913, dans son célèbre *Tableau politique de la France de l'Ouest sous la Troisième République*, il notait que « quand le facteur religieux entre en ligne de compte dans les luttes politiques, il prend le pas sur toute autre considération économique et sociale ».

Plus d'un siècle a passé et la pensée d'André Siegfried n'a pas pris une ride. Pour mettre cela en exergue, je propose une approche que certains jugeront politiquement incorrecte : identifier des bureaux de vote musulmans, juifs et catholiques. La méthodologie sera expliquée en détail au fil des pages.

Cet ouvrage n'est pas une thèse universitaire, il n'est pas non plus un simple essai d'opinion. Tous les faits avancés sont sourcés. Il y en a plusieurs centaines. Comme une toile impressionniste, ils constituent des petits traits qui, bout à bout, permettent d'esquisser un tableau d'ensemble. L'objectif est de montrer l'existence de ce vote religieux, fait de société central de notre France contemporaine.

Ce livre ne cherche pas à critiquer un parti politique plus qu'un autre. Il ne vise pas non plus à stigmatiser les croyants de quelque religion que ce soit. Du reste, chacun des trois grands cultes monothéistes présents en France fait l'objet d'une partie dédiée : les musulmans, les juifs et les catholiques.

J'espère que ces pages permettront de mettre en lumière un phénomène qui fait soit l'objet de saillies partisans, souvent stériles et non sourcées, soit l'objet d'une omerta qui ne peut plus durer. Si mon travail génère des débats constructifs, des échanges vifs et s'il passionne les lecteurs, cela compensera toutes les insultes que ce sujet abrasif ne manquera pas de générer.

PREMIÈRE PARTIE

LFI, main basse sur les musulmans

Portrait des musulmans français

Amusez-vous à poser la question suivante à votre entourage : « Combien la France compte-t-elle de musulmans ? » La réponse variera en fonction du positionnement politique de votre interlocuteur. S'il est plutôt à l'extrême droite de l'échiquier, il sera probablement adepte de la théorie du grand remplacement et aura tendance à donner un chiffre élevé. S'il penche à gauche, il bottera en touche et insistera plutôt pour vous parler de sujets comme la discrimination ou l'islamophobie.

La question est délicate. Il est pourtant nécessaire de la poser, puis de tâcher de recueillir les données les plus précises possible pour traiter le sujet du vote religieux avec rigueur. Pas une mince affaire, faute de statistiques officielles.

Par chance, certains chiffres existent et sont relativement concordants. En 2020, dans son étude « La diversité religieuse en France. Transmissions intergénérationnelles et pratiques selon les origines¹ », l'Insee avance que 10 % des « personnes de 18 à 59 ans vivant en logement ordinaire en France métropolitaine » se déclarent de confession musulmane. Cette année-là,

1. « La diversité religieuse en France. Transmissions intergénérationnelles et pratiques selon les origines », Insee, mars 2023.

l'institut estime à 64,9 millions le nombre d'habitants en France métropolitaine, soit 6,5 millions de musulmans dont tous ne disposent pas de la nationalité française. Statista, pour sa part, soutient qu'en 2023 le nombre de musulmans français est de 5,4 millions, soit 8 % de la population¹. Une estimation proche du Pew Research Center, qui tablait en 2017 sur une proportion de 8,8 % de la population, soit 5,7 millions². Autre source, en novembre 2025, une étude Ifop estime que « le poids exact de la population musulmane dans l'ensemble de la population résidant en France métropolitaine âgée de 15 ans et plus est de 6,9 % en 2025, contre 5,6 % en 2016 et 4,2 % en 2009³ », chiffres repris par le sondeur et essayiste Jérôme Fourquet en novembre 2025 dans un débat face à Éric Zemmour⁴. Il est permis d'avancer que, dans la France des années 2015-2025, la proportion de citoyens de confession ou d'origine musulmane oscille entre 7 % et 10 % de la population française.

Une population jeune

Le poids démographique de cette minorité est amené à croître. Dans *La France d'après*, Jérôme Fourquet se base sur les données de l'Insee⁵. Il affirme que 7 % des garçons nés en France en 1984

1. « L'islam en France. Faits et chiffres », Statista, 2023.

2. « Europe's Growing Muslim population », Pew Research Center, 2017.

3. « État des lieux du rapport à l'islam et à l'islamisme des musulmans de France », Ifop pour *Écran de veille*, novembre 2025.

4. « La France est-elle encore chrétienne ? », débat exclusif entre Éric Zemmour et Jérôme Fourquet, *Le Figaro*, 3 novembre 2025.

5. Jérôme Fourquet, *La France d'après. Tableau politique*, Seuil, 2023, p. 488-492.

portent un prénom arabo-musulman, une proportion qui atteint 11,4 % en 2002, puis 21,1 % en 2021. Cette année-là, le taux varie fortement selon les départements. Il est de 57 % en Seine-Saint-Denis, 39 % dans le Val-d'Oise, 35 % dans le Val-de-Marne, 28 % dans les Yvelines, 27 % dans le Rhône, 25 % dans les Bouches-du-Rhône, 24 % dans le Vaucluse ou encore 21 % dans l'Oise.

Une partie intégrante de la communauté nationale

Dans le discours public, le thème de l'« intégration » revient souvent. Pour une partie de l'opinion, les Français de confession musulmane ne seraient pas des citoyens à part entière, car plus fidèles à leur religion qu'à leur pays. De nombreux signaux faibles infirment cette théorie. Les musulmans font l'objet d'un procès en manque de loyauté ? En 2017, une étude menée par l'Ipsos montre qu'ils sont 90 % à déclarer aimer la France, 82 % à se déclarer fiers d'être français, des chiffres comparables aux autres citoyens¹.

Si le fait d'être prêt à mourir pour son pays est la quintessence du patriotisme, alors il paraît malvenu d'attaquer les Français de confession musulmane. 10 % de nos soldats tombés en Afghanistan ont des prénoms à consonance musulmane, la proportion serait la même parmi le personnel servant sur le porte-avions *Charles-de-Gaulle*². Outre le métier des armes, ils sont de plus

1. « L'islam et la société française », Ipsos pour Nilaya Productions, août 2017.

2. Elyamine Settoul, « Les armées comme creuset national : quelle place pour les descendants de l'immigration ? », L'Hétairie, janvier 2018.

en plus nombreux à s'engager dans le service public. Ainsi, en 2007, un tiers des candidats aux postes d'enseignants dans l'académie de Créteil auraient des prénoms d'origine musulmane¹.

Des discriminations persistantes, mais pas « systémiques »

Si la société française est de plus en plus tolérante, diverse et ouverte au monde, un nombre non négligeable de musulmans continuent à se sentir discriminés. En 2019, l'Ifop a publié, en collaboration avec la Fondation Jean-Jaurès et la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la lutte anti-LGBT (Dilcrah), un « État des lieux des discriminations et des agressions envers les musulmans de France² ». Bonne nouvelle, le racisme à leur égard n'est ni systémique ni majoritaire. Il reste hélas trop répandu. 42 % des musulmans interrogés indiquent « avoir été victimes d'une forme de discrimination liée à leur religion ». La proportion est proche de l'Eurobaromètre 2022 prenant en compte treize pays de l'UE : l'Hexagone est à 38 %³.

D'une manière générale, les Français sont plus tolérants que les autres Européens. Ainsi, ils ne sont que

1. Aïssa Kadri et Fabienne Rio, « Les hussards multicolores de la République. Enseignants issus des immigrations », *Hommes et migrations*, n° 1266 « Nouvelle figures de l'immigration. En France et en Méditerranée », mars-avril 2007.

2. « État des lieux des discriminations et des agressions envers les musulmans de France », Ifop, novembre 2019.

3. « *Discrimination in the European Union* », Commission européenne, novembre 2023.

7 % à ne pas vouloir de musulmans comme voisins, contre 20 % en moyenne dans les autres nations étudiées. À titre comparatif, le taux est de 22 % en Italie ou de 24 % en Allemagne¹.

Une religiosité de plus en plus affirmée dans la vie intime et publique

Cependant, sur certains points, les Français musulmans se distinguent du reste de la population. En décembre 2023, à l'occasion de la Journée nationale de la laïcité, l'Ifop et Elmaniya TV ont publié une étude sur le rapport des Français musulmans à la laïcité². Enseignement principal, les musulmans français sont plus croyants que la moyenne de leurs compatriotes et, plus ils sont jeunes, plus ils le sont. Ainsi, 66 % d'entre eux se déclarent croyants et religieux, contre 12 % pour l'ensemble des Français et 18 % pour les autres religions. Dans une société qui se sécularise, notons que 75 % des musulmans de 25 à 34 ans se déclarent religieux, contre 58 % des 50 ans et plus. Ces données correspondent avec celles de l'Insee. L'étude sur la diversité religieuse en France, mentionnée en début de chapitre, révèle que 76 % des musulmans affirment que la religion a beaucoup ou assez d'importance pour eux, contre 27 % des catholiques.

1. « *Results and Country Profiles : Muslims in Europe* », Bertelsmann Stiftung, 2017.

2. « Enquête auprès des Français musulmans sur les questions de religion et de laïcité », Ifop pour Elmaniya TV, décembre 2023. Elmaniya TV se présente comme une « chaîne laïque franco-arabe, dédiée à la défense et à la promotion des valeurs laïques et humanistes, aussi bien en France que dans le monde arabe ».

Logiquement, l'islam occupe un rôle central dans la vie intime et quotidienne d'un nombre croissant de citoyens. Ce phénomène est analysé dans plusieurs études et ouvrages. Dans *La France d'après*, Jérôme Fourquet écrit que « les sondages réalisés dans les années 1990 indiquaient, par exemple, un taux de pratique du ramadan de 60 % alors qu'il s'établit autour de 70 % depuis le début des années 2000 ». Le même auteur, dans *L'Archipel français*, publié quelques années plus tôt, remarquait que, lors d'enquêtes réalisées entre 1989 et 2001, entre 35 et 39 % de « personnes d'origine musulmane » indiquaient boire de l'alcool, proportion passée à 22 % en 2016. De même, si 26 % de femmes se déclarant musulmanes affirment porter le voile en 2003, elles sont 35 % en 2016.

Sur la question du ramadan, de la consommation d'alcool et du port du voile, une étude Ifop publiée en novembre 2025 met en évidence une montée en puissance de la pratique religieuse dans la nouvelle génération¹. Ainsi, en 2025, 73 % des musulmans de France déclarent avoir jeûné pendant tout le ramadan. La proportion monte à 83 % chez les moins de 25 ans, contre 61 % chez les plus de 50 ans. Les données relatives à la consommation d'alcool prouvent également une pénétration des normes religieuses, notamment dans la jeunesse. Si 39 % des musulmans de France reconnaissaient boire de l'alcool en 1994, le taux est désormais de 21 %. Et les enfants consomment moins que leurs parents : 30 % chez les plus de 50 ans, 12 % chez les moins de 25 ans. Enfin, si 31 % des musulmanes reconnaissent porter le voile en 2025, la proportion n'était que

1. « État des lieux du rapport à l'islam et à l'islamisme des musulmans de France », Ifop, ouvr. cité.